

Cinq cents Gilets jaunes ne « lâchent rien »

Ouest France
20 janv. 19

Pour l'acte 10 du mouvement, le défilé est parti de la place de Strasbourg pour rejoindre la zone commerciale du Froutven. En tête des revendications : le pouvoir d'achat.

Pour l'acte 10 des Gilets jaunes, près de 500 personnes ont manifesté, hier, vers 13 h 30, sur la place de Strasbourg.

Pas question de « perturber l'activité des commerces du centre-ville » : le défilé est passé par les zones commerciales de Kergaradec et du Froutven.

Après près de deux heures de marche ponctuée de slogans entonnés à tue-tête, le défilé s'est arrêté vers 16 h 30, dans le calme. Le cortège a provoqué quelques embouteillages, forcément, sur les voies d'accès à cet espace voué à la consommation, avec notamment le géant suédois Ikea.

« Motivation intacte »

Les Gilets jaunes se sont offert quelques prises de parole, ferventes et engagées, devant des enseignes connues comme le magasin Boulanger.

Et cette conclusion en leitmotiv : « On ne lâche toujours rien. » Tous assurent que « leur motivation reste intacte ».

La manifestation précédente, samedi 12 novembre, avait réuni à Brest un millier de personnes. Selon les manifestants, la baisse des effectifs s'explique très simplement : de nombreux Gilets jaunes brestois auraient rejoint la manifestation organisée hier, à Rennes.

Diverses et variées, les revendications se partagent entre la démission du Président Emmanuel Macron, la hausse du Smic à 1 800 € brut, la baisse du prix du gazole... Mais c'est surtout « la question du pouvoir



Les Gilets jaunes sont partis de la place de Strasbourg, à Rennes, pour rallier la zone commerciale du Froutven.

CRÉDIT PHOTO : OUEST-FRANCE

d'achat » qui arrive en tête des préoccupations.

Le témoignage d'Eric

« Les gens se mobilisent en priorité sur les questions sociales, comme l'accès au service public », analyse Eric, retraité de 65 ans, lourdement affecté par la grave maladie de son épouse, atteinte, depuis huit ans, d'un Alzheimer précoce, « un cas parmi tant d'autres ».

Aujourd'hui âgée de 59 ans, elle n'a

pas droit à l'allocation compensatrice du handicap.

« J'ai déposé, en vain, 23 demandes auprès des établissements hospitaliers publics et associatifs du Finistère nord disposant d'unités spécialisées dans la prise en charge d'Alzheimer, témoigne Eric. J'ai écarté les structures payantes à 4 000 € par mois, ce qui équivaut à 500 € dans la poche de chaque actionnaire. C'est impossible et scandaleux. J'ai trouvé une place, enfin,

dans un Ehpad, 2 200 € par mois. Mon épouse dispose de 1 200 € de ressources par mois. Je paye les 1 000 € qui restent à charge. C'est compliqué. Si les pensions d'invalidité étaient alignées sur un Smic à 1 800 €, ce serait supportable pour les familles. Hélas, le gouvernement reste sourd. Donc, on ne lâche rien. »

Frédérique GUIZIOU.